

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Appel d'offres ouvert
Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

MARCHE N° 2607A01AO

**FOURNITURE ET MISE EN SERVICE
D'ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DESTINÉS À
L'INSTITUT DE FORMATION DES TECHNIQUES ET
DE L'ÉNERGIE D'ARDÈCHE (IFTEA)**

**Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 23 mars 2026 à 12h00**

POUVOIR ADJUDICATEUR

Chambre du commerce et d'Industrie de l'Ardèche













Quartier la Temple - BP 215 - 07205 Aubenas Cedex

Site web: <https://www.ardèche.cci.fr>

Profil Acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique : marches@ardèche.cci.fr

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|--|
|  | Objet | FOURNITURE ET MISE EN SERVICE D'ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DESTINÉS À L'INSTITUT DE FORMATION DES TECHNIQUES ET DE L'ÉNERGIE D'ARDECHE (IFTEA) |
|  | Mode de passation | Appel d'offres ouvert |
|  | Type de contrat | Accord-cadre |
|  | Nombre de lots | 14 |
|  | Délai de validité des offres | 120 jours |
|  | Forme de regroupement | Aucune forme de regroupement est imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | PSE | Sans |
|  | Clauses sociales | Avec |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | Défini par lot |
|  | Visite sur site | Sans |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 - Objet | 4 |
| 1.2 - Mode de passation..... | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat..... | 4 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.5 - Nomenclature..... | 5 |
| 1.6 - Réalisation de prestations similaires | 5 |
| 2 - Conditions de la consultation..... | 6 |
| 2.1 - Délai de validité des offres | 6 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 6 |
| 2.3 – Variantes facultatives à l’initiative du candidat | 6 |
| 2.4 - Développement durable | 6 |
| 3 - Conditions relatives au contrat | 6 |
| 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution..... | 6 |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement..... | 6 |
| 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité | 6 |
| 4 - Contenu du dossier de consultation | 6 |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres | 7 |
| 5.1 - Documents à produire..... | 7 |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis..... | 9 |
| 6.1 - Transmission électronique | 9 |
| 6.2 - Transmission sous support papier | 10 |
| 7 - Examen des candidatures et des offres | 10 |
| 7.1 - Sélection des candidatures | 10 |
| 7.2 - Attribution des accords-cadres..... | 10 |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation : Dispositif de vigilance : Aprovall (ex-E-Attestations) | 11 |
| 8 - Renseignements complémentaires | 12 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact..... | 12 |
| 8.2 - Procédures de recours..... | 12 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture et mise en service d'équipements pédagogiques destinés à l'Institut de Formation des Techniques et de l'Energie d'Ardèche (IFTEA)

L'offre intègre :

- La fourniture du matériel et/ou des consommables
- La protection des locaux lors des opérations d'installation (protection des sols, murs, arrêtes de porte, ascenseur (si disponible le jour de la livraison)) ;
- La livraison, le déchargement, le déballage, la mise en place et l'installation dans la salle de destination.
- Le montage, le réglage des matériels le nécessitant. Le cas échéant, la fixation en utilisant des consommables adaptés à la nature des murs ou des sols, afin d'assurer une prestation dans les règles de l'art ;
- L'évacuation des emballages (cartons, palette, plastiques...) et cela impérativement avant la fin de l'installation ;
- La formation, et la démonstration de fonctionnement, le cas échéant
- Le nettoyage des mobiliers et matériels installés (si l'état le justifie) et des salissures provoquées ;

Lieu(x) d'exécution :

IFTEA

550 avenue Marie Curie - 07800 La Voulte.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 14 Lot(s) :

Les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11 et 13 sont **mono attributaires**.

Les lots 8, 9, 12 et 14 sont **multi attributaires** sous réserve d'un nombre suffisant d'offres. Voir dans le tableau ci-après le nombre de titulaires requis.

| Lot(s) | Désignation | Nombre de titulaires requis | Montant maximum en € HT pour toute la durée du marché |
|--------|--|-----------------------------|---|
| 01 | Maquette : banc autonome d'étude de la régulation de niveau et de débit | 1 | 40 000€ |
| 02 | Maquette : démonstration du cycle frigorifique (eau/eau) | 1 | 17 000€ |
| 03 | Maquette : banc d'habilitation avec compresseur semi-hermétique (air/eau) | 1 | 20 000€ |
| 04 | Maquettes : simulation de pannes | 1 | 22 000€ |
| 05 | Maquettes : banc d'étude de la régulation de niveau | 1 | 15 000€ |
| 06 | Maquettes : station de pompage automatisée 3 cuves | 1 | 20 000€ |
| 07 | Maquettes : banc d'étude des méthodes de mesures de pression | 1 | 12 000€ |
| 08 | Différents modules de régulation adaptable au besoin toutes grandeurs | 2 | 10 000€ |
| 09 | Équipement d'atelier et petit outillage (électro portatif, établi...) | 2 | 90 000€ |
| 10 | Borne de recharge pour véhicules électriques | 1 | 4 000€ |
| 11 | Postes à souder TIG/MIG/chalumeau/électrode enrobée | 1 | 15 000€ |
| 12 | Appareils de mesure (multimètre, oscilloscope, variateur de fréquence, testeur de charge...) | 2 | 15 000€ |
| 13 | Simulateur de sécurité de chantier et échafaudage. | 1 | 20 000€ |
| 14 | Divers consommables électriques | 3 | 50 000€ |

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|--|
| 39162100-6 | Matériel pédagogique |
| 31640000-4 | Machines et appareils à usage spécifique |
| 44510000-0 | Outils |

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

2.3 – Variantes facultatives à l'initiative du candidat

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (ATTRI) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses particulières (CCP) commun à tous les lots
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot concerné
- Le document unique de candidature (DUC)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | Commentaires |
|---|---|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | À renseigner dans le document unique de candidature |
| Numéro d'identification attribué par l'INSEE (SIRET...) | |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | Commentaires |
|---|---|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | À renseigner dans le document unique de candidature |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | À joindre en annexe du document unique de candidature |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | Commentaires |
|--|---|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | À renseigner dans le document unique de candidature |
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat | |
| Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en oeuvre lors de l'exécution du contrat | |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | |
| Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité | |

Pour présenter leur candidature, les candidats doivent compléter le document unique de candidature (DUC) mis à disposition dans le dossier de consultation (DCE) et le remettre en format) WORD et PDF.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| L'acte d'engagement (ATTRI) | Non |
| Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) en version PDF et en version Excel du lot concerné | Non |
| Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot concerné | Non |
| Le catalogue tarifé du fournisseur | Non |
| Les fiches techniques et les fiches de données de sécurité, le cas échéant | Non |

Pour les lots 9, 12 et 14 :



Le candidat doit répondre à un maximum de références

Il est demandé un taux de couverture à minima de 85 % par rapport aux articles demandés au BPU.

Le fait d'être inférieur au taux de référence pourra entraîner l'irrégularité de l'offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7

| Critères | Pondération |
|---|---------------|
| 1-Prix des prestations | 50.0 % |
| 2-Valeur technique | 30.0 % |
| 2.1- <i>Qualité et performances du matériel proposé :</i> <i>Conformité aux spécifications du CCP, nombre de scénarios intégrés, ergonomie, sécurité d'usage, qualité du guide pédagogique.</i> ⇒ <i>Le candidat joindra tout document utile à l'appréciation de ce sous-critère (fiches techniques, photos, catalogue produits.)</i> | 20.0% |
| 2.2- <i>Organisation des prestations :</i> <i>Modalités de commande, conditions de livraison, interlocuteur dédié, réactivité du SAV durant la période de garantie.</i> | 10.0% |
| 3-Délai <i>Délais d garantie, Délais de livraison, délais d'intervention du SAV durant la période de garantie, disponibilité des pièces détachées, existence d'un service technique identifié ou de proximité.</i> | 10.0 % |
| 4- Mesures que le candidat met en place dans un objectif de développement durable tout en ayant une approche sociétale, dans le cadre de l'exécution du marché <i>Réduction des déchets, réduction des emballages, Logistique responsable, Durabilité, Réparabilité, Sobriété énergétique, certifications ou labels environnementaux, respect de la réglementation du travail</i> | 10.0 % |

Lots 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14

| Critères | Pondération |
|---|---------------|
| 1-Prix des prestations | 50.0 % |
| 2-Valeur technique | 30.0 % |
| 2.1- <i>Qualité et performances du matériel proposé :</i> <i>Conformité aux spécifications du CCP et garanties de qualité professionnelle.</i> <i>=> le candidat joindra tout document utile à l'appréciation de ce sous-critère (fiches techniques, photos, catalogue produits.)</i> | 20.0% |
| 2.2- <i>Organisation des prestations :</i> <i>Modalités de commande, franco de port / conditions de livraison, conditions de reprise / retour, interlocuteur dédié, réactivité du SAV durant la période de garantie.</i> | 10.0% |
| 3-Délai <i>Délai de garantie, Délais de livraison annoncés</i> | 10.0 % |
| 4- les mesures que le candidat met en place dans un objectif de développement durable tout en ayant une approche sociétale, dans le cadre de l'exécution du marché <i>Réduction des déchets, réduction des emballages, optimisation du transport (groupage), Logistique responsable, Durabilité, Réparabilité, Sobriété énergétique, certifications ou labels environnementaux, respect de la réglementation du travail</i> | 10.0 % |

Le critère "Prix des prestations" sera analysé de façon proportionnelle entre les candidats sur la base de l'offre financière. 50 points seront attribués au candidat dont l'offre de prix est la moins disante. La note pour les autres offres est calculée ainsi :

$$\text{Note} = 50 \times \text{Prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre.}$$

L'analyse des offres et leur notation sera effectuée principalement sur la base du cadre de réponse. Les autres critères et sous-critères, qu'ils soient détaillés ou non, seront notés à partir du barème suivant :

- 0% de la note : absence d'information par le candidat.
- 20% de la note : réponse insatisfaisante
- 40% de la note : réponse peu satisfaisante
- 60% de la note : réponse satisfaisante
- 80% de la note : réponse très satisfaisante
- 100% de la note : réponse excellente

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation : Dispositif de vigilance : Aprovall (ex-E-Attestations)

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats déposent leurs certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la

commande publique sur la plateforme **Aprovall** mise à disposition gratuitement par la CCI à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre admis au paiement direct, les sous-traitants devront également déposer leurs documents sur la plateforme Aprovall

L'attributaire pressenti et ses sous-traitants recevront un courriel d'invitation pour se connecter sur **Aprovall**, depuis l'adresse account@e-attestations.com.

Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de LYON
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03
Courriel : greffe.ta-Lyon@juradm.fr
Tel. +334 78 14 10 10
Fax. +334 78 14 10 65

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal Administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03
Courriel : greffe.ta-Lyon@juradm.fr
Tel. +334 78 14 10 10
Fax. +334 78 14 10 65

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.